

ÉPREUVE D'ANALYSE DE SITUATION PROFESSIONNELLE
HISTOIRE

Sujet :
Enseigner « La Troisième République »
en classe de quatrième

I. Éléments de présentation de la situation professionnelle

- **Document A :** Extraits du programme de cycle 4, classe de quatrième, B.O. spécial n°11 du 26 novembre 2015, et de la fiche Eduscol.
- **Document B :** Manuel d'histoire-géographie, classe de quatrième, Alexandre Ployé (dir.), Paris, Magnard, 2016, p. 142-143.
- **Document C :** Manuel d'histoire-géographie, classe de quatrième, Sébastien Cote, Anne-Marie Hazard-Tourillon (dir.), Paris, Nathan, 2016, p. 148-149.

II. Éléments d'analyse scientifique et civique de la situation professionnelle

- **Document D :** Jean-François Sirinelli, « De la demeure à l'agora. Pour une histoire culturelle du politique », *Vingtième siècle*, n° 57, janvier-mars 1998, p. 126-130.
- **Document E :** Julien Landfried, « Communautarisme contre République : une menace en trois dimensions », *Après-demain*, vol. n°17, no. 1, 2011, p. 13-15.

Document A : Extraits du programme de cycle 4, classe de quatrième, B.O. spécial n°11 du 26 novembre 2015, et de la fiche Eduscol.

Extraits du programme

Thème 3. Société, culture et politique dans la France du XIXe siècle

Repères annuels de programmation	Démarches et contenus d'enseignement
La Troisième République	- Après les événements de 1870 et 1871, l'enjeu est de réaliser l'unité nationale autour de la République : l'école, la municipalité, la caserne deviennent des lieux où se construit une culture républicaine progressiste et laïque. Mais de son installation à la loi de Séparation des Églises et de l'État, la République est encore discutée et contestée.

Extraits de la fiche Eduscol

Mettre en avant les symboles unificateurs et les grands débats

La Troisième République favorise la politisation. **Des images et des récits d'inaugurations de statue ou d'école permettent d'aborder la politique éducative des Républicains, la monumentalité républicaine et les fêtes du régime.** Il sera plus pertinent encore de s'appuyer sur des exemples locaux. **La politisation n'est pas qu'une diffusion qui viendrait du « haut ». L'ancrage local demeure.** Surtout, dans les affrontements politiques, les forces souvent hostiles à la République comme l'Église catholique participent au débat et permettent aussi une politisation. **L'Affaire Dreyfus** et la **loi de Séparation** de 1905 sont autant de circonstances qui permettent de mesurer les progrès de l'apprentissage du politique. *L'Assiette au beurre*, disponible sur *Gallica*, ou d'autres titres de la presse satirique peuvent offrir des ressources utiles pour cerner ces moments, mais on peut aussi choisir de recourir à la presse d'information plus classique. Étudier l'un de ces deux grands moments peut donner un exemple de débat politique aboutissant à un affermissement de la République.

Document D : Jean-François Sirinelli, « De la demeure à l'agora. Pour une histoire culturelle du politique », *Vingtième siècle*, n° 57, janvier-mars 1998, p. 126-130.

On connaît la première phrase des *Idées politiques de la France*, ouvrage publié par Albert Thibaudet en 1932 : « La politique, ce sont des idées ». [...] l'histoire politique entend analyser non seulement les comportements individuels ou collectifs et leurs effets, mais aussi ce qui relève de la perception et des sensibilités. Ce qui conduit à s'intéresser aux phénomènes de transmission des croyances, des normes et des valeurs.

En toile de fond, l'une des notions essentielles que l'on trouve à la croisée du politique et du culturel est précisément celle de culture politique. Si l'on admet que cette notion désigne l'ensemble des représentations qui soude un groupe humain sur le plan politique, c'est-à-dire une vision du monde partagée, une commune lecture du passé, une projection dans l'avenir vécue ensemble, on mesure immédiatement les vertus heuristiques d'une telle notion. Car cet ensemble de représentations ne débouche pas seulement, dans le combat politique au quotidien, sur l'aspiration à telle ou telle forme de régime politique et d'organisation socio-économique, il est constitué également de normes, de croyances et de valeurs partagées. Ce qui pose, plus largement, une question essentielle. À travers cette approche des normes, des croyances et des valeurs partagées, c'est en fait, une forme d'anthropologie historique qui se profile. [...]

Dans une telle perspective, l'anthropologie historique n'est pas seulement destinée à éclairer des sociétés marquées par « la politique d'avant l'âge de la politique » (Eric Hobsbawm). Elle fournit aussi le socle des comportements politiques des sociétés entrées dans l'ère des systèmes représentatifs. Déjà, à la charnière des deux « âges », l'étude d'un phénomène comme celui de *La Grande Peur de 1789* avait permis à Georges Lefebvre d'« articuler la régularité de comportements répétitifs et l'expression d'une revendication politique plus précise, plus explicite que la contestation rituelle. » Après cet entre-deux, l'étude de l'acculturation de la « République au village » au fil du premier 19^{ème} siècle - pour ce qui est du Var rural - puis, toujours sous la plume de Maurice Agulhon, l'analyse d'un « problème politico-culturel national, la propagande républicaine par l'effigie » et, à travers lui la mise en lumière de la popularisation croissante de la République, y compris dans la « culture de simples gens », ont fait pénétrer de plain-pied l'ensemble du 19^{ème} siècle dans l'aire d'investigation de l'anthropologie historique. [...]

Un deuxième gain épistémologique est de conférer ainsi à l'histoire politique restée trop souvent cantonnée dans le court terme de l'événement un statut de plein exercice dans l'épaisseur chronologique de la moyenne durée historique. [...] Si la réintégration de l'objet politique parmi les objets à existence autonome, à épaisseur historique et à vertu explicative est un des faits historiographiques majeurs de ces dernières décennies et si la prise en compte par l'historien de bien d'autres facettes de la réalité que les seules corrélations et pesanteurs induites par le social constitue une avancée majeure, cette histoire politique aurait tort, assurément, de revendiquer un statut de zone franche, la coupant artificiellement des autres aspects du réel, dont le social.

Document E : Julien Landfried, « Communautarisme contre République : une menace en trois dimensions », *Après-demain*, vol. n°17, no. 1, 2011, p. 13-15.

Le communautarisme est d'abord un réflexe idéologique, inséparable de l'extension du politiquement correct dans les pays d'Europe et les Etats-Unis. Certains sujets y sont désormais retranchés des règles du débat public en raison de l'implication de « minorités » plus ou moins bien définies, dont le respect inconditionnel est tenu pour acquis. Citons en vrac : la demande d'accroissement sans limite des droits associés à l'« homoparentalité », la demande de « reconnaissance » et de « dignité » des « descendants » de l'esclavage ou de la décolonisation par le vote de lois spécifiques (dites « lois mémorielles »), la revendication de places réservées dans les domaines les plus prestigieux de la politique, de la communication ou de l'entreprise privée pour les femmes et les minorités ethniques (par des politiques dites de « discrimination positive » ou favorisant la « diversité ») ou encore la demande d'intégration des pratiques culturelles et religieuses dans les cahiers des charges du Service public (quasi-disparition de certains plats dans les cantines scolaires, par exemple). [...]

Le communautarisme est aussi une stratégie opportuniste, pour le Narcisse en mal de reconnaissance comme pour le filou sans morale. En France, vieille nation politique individualiste, l'apparition d'entrepreneurs communautaires prétendant parler au nom de leur « communauté » d'origine peut s'expliquer aisément. Carte médiatique à coup sûr gagnante (surtout depuis que les entrepreneurs communautaires - tout en réclamant des mesures d'inspiration communautariste - parlent la langue de la République), arme de pression sur des responsables politiques mal conseillés ou simplement couards, le choix d'un positionnement communautaire permet l'acquisition de rentes de situation dans l'appareil médiatique et politique et une exposition sans commune mesure avec l'influence réelle ou la représentativité desdites associations ou des individus. Après tout, Tariq Ramadan, citoyen suisse d'origine égyptienne, n'était-il pas tenu pour un spécialiste des banlieues françaises au seul motif qu'il est musulman ? [...]

Le communautarisme est, enfin, une réalité démographique dont il est difficile de mesurer la dangerosité. La séparation de fait des catégories populaires (Français de longue date désormais relégués dans les zones périurbaines et rurales ; immigrés récents vivant dans les banlieues intégrées aux villes-centres) introduit une nouveauté dans la France postrévolutionnaire. Elle porte en effet en germe la destruction de la pratique républicaine à la française, qui réussissait à fusionner un idéal politique élevé (la philosophie républicaine, d'inspiration libérale mais fortement teintée d'égalitarisme ; autrement dit : la tension féconde entre les principes d'inégalité et d'égalité) et une pratique anthropologique culturellement violente mais symétriquement antiraciste : l'assimilation.